

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2442 - LUNDI 26 OCTOBRE 2015

Bancarisation à Kinshasa

La paie des fonctionnaires sous l'emprise des maffieux

Près de 11,8 millions de dollars sont détournés trimestriellement dans la capitale, notamment dans les secteurs de l'Enseignement supérieur et universitaire, de l'Enseignement primaire et secondaire et de la santé publique. C'est ce que révèle un rapport de la commission d'enquête initiée par le gouvernement via le ministère du Budget initiée, depuis juillet dernier, dans le but de débusquer la mafia qui s'est installée dans la paie des agents et fonctionnaires de l'État. Ce réseau maffieux aurait des ramifications dans l'administration publique, renseigne la source.

Eu égard au succès ayant couronné le travail de cette commission d'enquête, le ministre du Budget, Michel Bongongo, a formulé le vœu de la voir s'étendre dans tous les autres secteurs de l'administration publique de la ville de Kinshasa ainsi qu'à travers tout le pays.

Page 13



Des fonctionnaires en attente d'être payés dans une banque

KAMERHE-KATUMBI

Les coulisses de la rencontre de Londres



Vital Kamerhe



Moïse Katumbi

L'entrevue entre les deux personnalités, tenue au départ pour secrète, a bien eu lieu le 21 octobre au Foreign office de Londres. L'objectif de la rencontre, à en croire des indiscretions, était d'examiner comment mettre en place une stratégie commune visant à empêcher tout glissement du calendrier électoral à l'horizon 2016. Moïse Katumbi et Vital Kamerhe tenteraient assurément de créer une synergie capable de mettre la pression sur le pouvoir afin de le contraindre à organiser les élections dans le temps requis. Le rapprochement entre ces deux personnalités est perçu comme un signal fort envoyé à la communauté internationale quant à la perspective de se constituer un tandem gagnant à même d'assurer l'alternance en RDC, quitte à rallier le reste de l'opposition autour d'un choix unique dans l'optique d'une présidentielle à un seul tour. [Page 12](#)

PRÉSIDENTIE DE LA CÉNI

Vive controverse autour du choix de Corneille Nangaa

À la suite de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénc), la Dynamique de l'opposition pour l'Unité d'actions remet en cause la crédibilité du nouveau promu tout en dénonçant « la supercherie flagrante de la procédure » ayant conduit à sa désignation. Ce regroupement politique déclare par ailleurs disposer des détails des plus insoupçonnés qu'elle mettra le moment venu à la disposition de l'opinion attestant, selon quelques indiscretions, les accointances du nouveau promu avec le pouvoir en place.

À l'opposé, les organisations non gouvernementales, réseaux et associations de toute nature, les représentants des coordinations des vingt-six provinces membres de la société civile/Forces vives de la RDC réunies en congrès ordinaire du 21 au 23 octobre ont, pour leur part, pris acte du choix opéré sur Corneille Nangaa pour tenir les rennes de la Céni. [Page 12](#)



SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le nombre d'accidentés toujours croissant

Dans un rapport qu'elle vient de publier sur la situation de la sécurité routière dans le monde en cette année 2015, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) révèle que quoiqu'il y ait des progrès, le nombre de victimes sur la route reste encore trop élevé. Près d'un million de personnes, fait savoir cette étude, meurent chaque année sur les routes alors que le nombre des véhicules motorisés a augmenté rapidement dans le monde

au même titre que la population mondiale. Ces trois dernières années, soixante-dix-neuf pays ont constaté une baisse dans le nombre absolu des victimes d'accidents de la circulation et soixante-huit pays ont enregistré une hausse, souligne le rapport. « Le risque de mourir d'un accident de la circulation dépend encore en grande partie du lieu où vivent les gens et de la façon dont ils se déplacent », rapporte la source. [Page 14](#)

ÉDITORIAL

Réalisme

Il fallait être très naïf, très mal informé, très déconnecté du réel ou très imbu de ses propres convictions pour imaginer que le peuple congolais ne se mobiliserait pas ce 25 octobre 2015 alors qu'il était convié à voter pour ou contre la nouvelle Constitution. Nous en avons eu la preuve hier lorsque les files d'électeurs se sont allongées aux abords des bureaux de vote dans tous les départements que compte le Congo.

Ne préjugeons pas de l'avenir et n'anticipons pas sur le fait de savoir qui du « oui » ou du « non » l'a emporté. Mais soulignons dès à présent que la démocratie n'est pas chez nous un simple slogan, qu'elle recouvre une réalité bien concrète qui est celle du vote individuel des citoyens et citoyennes en âge de voter, que personne ne pourra plus s'y opposer comme prétendaient le faire une opposition dite « radicale » aussi agressive que peu représentative de l'opinion publique.

Quels que soient les résultats du vote d'hier, nous avons démontré que l'on peut chez nous traiter les questions les plus délicates – et celle des institutions de la République figure en tête de liste – sans recourir à la violence. Dix-sept ans après une guerre civile qui avait détruit notre pays, nous venons de prouver à la face du monde non seulement que le Congo s'est reconstruit, mais qu'il est capable aujourd'hui de choisir librement son destin sans se déchirer. Et cela même si, comme dans toutes les sociétés humaines de petits groupes d'extrémistes tentent de s'imposer par la violence.

À l'heure où se tourne cette nouvelle page de notre Histoire, rendons hommage à ceux qui ont su faire respecter l'ordre républicain sans sortir de la légalité, qui ont maintenu la paix civile que menaçaient les ennemis de la démocratie, qui ont fait en sorte que le vote d'hier se déroule sans le moindre heurt sur toute l'étendue de notre territoire.

Et pour conclure provisoirement sur le sujet, disons notre fierté que le Congo ait montré son attachement aux principes qui lui ont permis de devenir ce qu'il est aujourd'hui : une démocratie à part entière.

Les Dépêches de Brazzaville

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

Un engouement remarquable dans les quartiers nord de Brazzaville

Les observateurs de la vie politique congolaise ont relevé que le scrutin référendaire qui a eu lieu le 25 octobre sur l'ensemble du territoire national a mobilisé plus d'électeurs que beaucoup de précédentes élections politiques populaires dans les quartiers nord de Brazzaville. Ceci, en dépit des heurts constatés pendant la campagne électorale dans les quartiers sud de Brazzaville.

Dès les premières heures de la matinée, les électeurs avaient déjà pris d'assaut les bureaux de vote, situés dans

de Talangai, Claudia Sassou N'Guesso et son suppléant, André Mbola, sont arrivés pour accomplir leur devoir

paix et sans incidents. Nous déplorons ce qui s'est passé dans d'autres quartiers de Brazzaville et à Pointe-Noire pendant la campagne électorale. Nous invitons tous les Congolais à tirer les leçons du passé et à comprendre que les problèmes politiques ne se résolvent pas forcément



Une vue des électeurs à l'école primaire Fleuve Congo de Talangai

les établissements scolaires et autres lieux choisis dans les cinquième, sixième et quatrième arrondissements de Brazzaville. Les présidents des bureaux de vote et autres personnels électoraux s'activaient à mieux les aligner afin de faire que les opérations de vote se déroulent dans la sérénité. Au Collège d'Enseignement général et à l'école primaire Antonio Agostinho Neto, les électeurs se disputaient la première place sous le regard curieux des plus-petits et de ceux qui ne possédaient pas les cartes d'électeurs ou des abstentionnistes. C'est à neuf heures quarante-cinq minutes que la députée de la cinquième circonscription électorale

civique. Ils se sont dits satisfaits par le calme qui caractérisait le déroulement du scrutin.

Même engouement constaté dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, Ouenzé, où le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Ngolo et son épouse étaient venus voter au lycée d'Enseignement technique 5 février 1979, au milieu d'une foule enthousiaste qui les avait accueillis comme pendant la campagne.

Le secrétaire général du PCT a salué l'esprit patriotique des Congolais qui ont compris le bien-fondé du référendum constitutionnel. « Nous sommes contents que ce scrutin se déroule dans la

ment par la violence ; mais plutôt par le dialogue », a-t-il déclaré.

De nombreux électeurs que nous avons abordés dans les quartiers nord de Brazzaville ont insisté sur la nécessité pour les hommes politiques congolais de préserver la paix et de consolider la jeune démocratie congolaise. Ils les ont appelés à placer l'intérêt général au-dessus des appetits personnels égoïstes. Ils ont sollicité, en outre, des acteurs politiques l'apaisement dans leurs discours. Les populations des quartiers nord de Brazzaville ont plaidé également pour la lutte contre le chômage des jeunes et contre l'insécurité dans les quartiers périphériques de la ville capitale.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

L'Archevêque de Brazzaville «insiste» sur le dialogue

Dans un appel signé le 22 octobre, Mgr Anatole Milandou a invité la classe politique congolaise à revenir « au carrefour du dialogue », afin de « sauver la cohésion nationale ».

« Dans la situation présente de notre pays, refuser de se parler, avec sincérité et avec le désir de s'accorder serait cynique, voire diabolique ; ce serait s'obstiner à s'enfermer sur soi-même, à s'engager dans une voie sans issue, dans un suicide collectif », a déploré l'Archevêque de Brazzaville dont une tentative de réunir les membres de la majorité et de l'opposition a échoué. Sans se décourager, l'Archevêque de Brazzaville fait part de « la disposition et de la disponibilité de l'église » à œuvrer à la création d'un « cadre de dialogue et de concertation en vue de trouver une issue heureuse et définitive à la crise ».

Le prélat avait lancé cet appel trois jours avant le référendum alors que la campagne électorale avait été émaillée de violences les 20 et 21 octobre, principalement à Brazzaville et à Pointe-Noire.

Les Dépêches de Brazzaville

Denis Sassou N'Guesso : « Que la paix dans notre pays soit partout préservée »

Le vote référendaire du 25 octobre s'est déroulé sur toute l'étendue du pays. Sans incident majeur signalé. Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso qui a accompli ce devoir civique au bureau de vote de l'École des Beaux-arts a, dans une interview, invité le peuple congolais à montrer qu'il est libre et souverain.



LDB: Après avoir accompli votre devoir civique, quel message adressez-vous aux Congolais ?

DSN : Aujourd'hui c'est un jour très important pour le

peuple congolais parce qu'il doit montrer à la face du monde qu'il est un peuple libre et souverain. Et lorsqu'il s'agit des questions

d'autre, quels que soient les pressions et les assauts. Je dois aussi dire que les forces négatives qui ont essayé de ramener la violence dans notre pays seront vaincues parce que je sais que notre peuple aspire à la paix.

L'appel que je peux lancer au peuple congolais consiste, principalement, à faire que la paix dans notre pays soit partout préservée, car c'est grâce à elle que nous avons enregistré quelques avancées dans la construction de notre pays.

LDB: Une partie de l'opposition a appelé ses militants à ne pas se rendre aux urnes. Quel est votre commentaire ?

DSN : Si l'opposition a demandé à ses militants de ne pas se rendre aux urnes, cela peut s'assimiler à l'abstention. Encore que cela aurait été mieux de s'exprimer par un « Non » dans les urnes. Ainsi, on aurait compris qu'une partie du peuple ait pu dire « Oui » et une autre « Non ». Mais, nous continuerons de construire le pays avec tous les Congolais.

*Porpos recueillis
par Guy-Gervais Kitina*

LE FAIT DU JOUR

Croire en nous-mêmes

Choisir de se battre, jusqu'à ce que le plus fort gagne et impose sa loi ; ou choisir de dialoguer, jusqu'à épuiser le maximum de points de discord, de sorte que naisse un rapport de confiance entre les parties et s'établisse une tranquillité civile profitable à tous : des deux options, la première a souvent été la plus utilisée. Elle rappelle, à travers ce dicton populaire de « la vie est un combat » l'instinct primaire de l'espèce humaine mue par la volonté de domination des plus faibles par les plus forts. La seconde option est la plus difficile à mettre en œuvre. Elle place l'homme, être complexe par nature, face aux valeurs de partage qu'il n'adopte généralement qu'à son corps défendant et qui ont pour nom : écouter, s'humilier, pardonner. Parce que ces valeurs bousculent les vanités ancrées en l'homme.

La situation politique actuelle du Congo est-elle en passe de l'enfermer dans le dilemme rappelé ci-dessus ? Les Congolais doivent-ils prendre les armes pour s'entretuer ou, au contraire, se parler pour se comprendre ? De tous les discours entendus en rapport avec le référendum constitutionnel convoqué hier, 25 octobre, ceux qui militent en faveur

de la préservation de la paix et de la tranquillité sont plus nombreux, disons plus poignants : la Communauté internationale, les acteurs politiques nationaux, les pouvoirs publics, la société civile ont attiré l'attention de tous sur la nécessité d'éviter l'escalade.

Il est certain que ceux qui appelaient à l'insurrection se rendent compte aujourd'hui de la faute politique grave qu'ils venaient de commettre. S'ils ne s'en excusent pas publiquement, c'est, on peut dire, à leur habitude. Dans leur hargne de se hisser au plus haut sommet de l'État, se disent-ils peut-être que leurs compatriotes comptent peu et que ce qui leur arrive de fâcheux ne compte pas.

Sinon, en même temps qu'ils bataient le rappel de leurs partisans pour marcher sur le palais et en chasser le locataire, en même temps ils auraient pu demander pardon à ceux de leurs compatriotes éprouvés par la mise à sac et l'incendie de leurs maisons d'habitation ou de commerce. Au lieu de cela, on a entendu certains se gargariser de la « mobilisation réussie » de leurs fidèles. Si seulement ils pouvaient noter que de militants indéfectibles, certains de

leurs adeptes dont on doute qu'ils les contrôlaient réellement, ont vite fait de changer de statut pour devenir un gros souci pour la population civile.

Le fait est qu'au Congo, chaque jour que Dieu fait voit naître un ou deux partis politiques. Ceux qui les créent se réclament diversement de l'opposition, de la majorité ou du centre. Mais chaque jour que Dieu fait, aucun de ces partis, à l'exception de nombreux d'entre eux, ne bâtit aucune stratégie cohérente d'éducation de ses adhérents. Encore que d'adhérents, il s'agit de gens qui finissent tous par prendre la carte de toutes les formations politiques en vue et deviennent remuants quand approchent les échéances électorales.

On parle d'élection, ces militants ne se préoccupent pas de se faire recenser, ne peuvent donc logiquement accomplir leur devoir civique le jour du vote, mais sont en première ligne pour en contester les résultats. Les responsables des partis et associations empruntent le même chemin puisqu'ils se contentent du décompte des personnes venues les assister dérouler un discours enflammé en période électorale. Après avoir distribué une collation, ils estiment que cela suffit pour

décrocher les faveurs des urnes. Ils déchantent souvent.

Devant l'échec patent de la classe politique congolaise dans la mise en route d'un cadre de concertation susceptible de préserver le pays du trop-plein d'égo de ses opérateurs, il devient impérieux que la loi prenne la place qui lui revient. Qu'elle définisse le cadre normatif de création et de fonctionnement des partis politiques, qu'elle donne la chance à ceux qui remplissent le cahier des charges de parler au nom des populations.

En effet, à bien y regarder, de nombreuses formations politiques ne disposent pas d'un siège, n'ont jamais tenu un congrès constitutif, ne déposent parfois pas leurs statuts et leur règlement intérieur auprès des administrations compétentes. Ils cafoillent à ciel ouvert. C'est en partie du fait de ces manquements flagrants que le moindre débat politique dans notre pays tourne à l'émeute. Si les Congolais dialoguent, partagent davantage et laissent s'appliquer la loi, ils pourront ensemble défricher le chemin d'un apaisement durable. Pour cela, il leur faut croire en eux-mêmes, en leur pays et se faire confiance.

Gankama N'Siah

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE

De la Succursale en République du Congo de la Société SEADRILL ARIEL LTD, immatriculée au RCCM de Pointe-Noire sous le numéro CG/PNR/14B501 et dont l'adresse est sise Tchikobo, Villa 612, Bloc 28, Centre-Ville, Pointe-Noire;

Aux termes de la décision écrite du fondé de pouvoir de la succursale de la Société SEADRILL ARIEL LTD, Monsieur Roger Evans DANIEL, prise en date du 5 octobre 2015, et dûment enregistrée le 15 octobre 2015 à la recette de l'enregistrement, des domaines et des timbres de Pointe-Noire Centre, sous le numéro 7502, folio 181/9, il a été décidé le transfert d'adresse de la succursale en République du Congo dans le même ressort, à compter du 1^{er} octobre 2015, à l'adresse qui suit :

Immeuble La Roche, 4^{ème} étage gauche 4B,
En face du garage CFAO
Centre-ville - Pointe-Noire
République du Congo

Le dépôt de l'acte au greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire a été effectué le 23 octobre 2015 sous le numéro 15 DA 1450.

Pour avis

NECROLOGIE

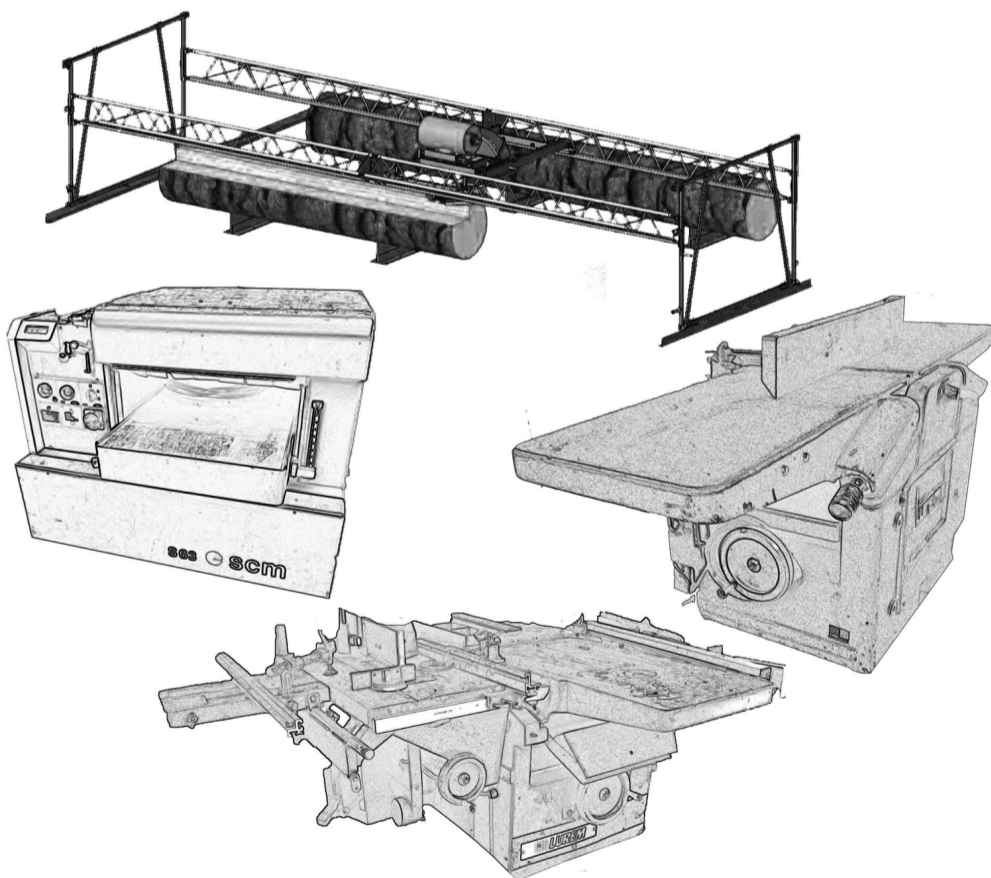


La famille Balimba a la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès inopiné de leur fille, petite-fille, petite-sœur et nièce, Lidy Marie France Jeannelle Balimba
Décès survenu le lundi 12 octobre 2015 à Pointe-Noire.

L'inhumation a lieu ce lundi 26 octobre à Brazzaville suivant le programme ci-après :

- 9h00 : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
- 10h00 : recueillement au domicile familiale, n° 103, rue Bangala à Poto-Poto ;
- 13h00 : départ pour le cimetière privé Bouka ;
- 16h00 : fin de la cérémonie.

MACHINES À BOIS OCCASION & NEUF



ETS. JOULIN & Fils

Brazzaville : 06 66 47 290 / 06 924 00 74

Paris : +33 (0)6 08 02 59 42

Email : ets.joulin@free.fr



INFORENTREE 2015 - 2016 :
Dernières inscriptions

ESCIC est une école de la Chambre de Commerce de Paris et de Pointe-Noire.

DES DIPLOMES FRANÇAIS :

Pour les bacheliers : une formation polyvalente en management d'entreprise entièrement en anglais (BBA) diplôme international délivré par l'IFAM.

Pour les détenteurs d'un BTS : 3^{ème} année de BBA en Français.

Pour les salariés : des formations en Master 1 et Master 2 en cours du soir.

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - Escicinfo2013@gmail.com ;

www.escic-cg.com

AVIS DE VENTE

La Croix-Rouge française prolonge le délai de réception des offres pour les vente de quatre véhicules d'occasion: deux Toyota Land Cruiser (prix minimum : 4 millions de FCFA), une Toyota RAV4 (prix minimum : 1,5 millions de FCFA) et une Ford Ranger (prix minimum : 6 millions de FCFA). Si vous êtes intéressé, merci de déposer une offre financière sous plis fermé avant le vendredi 29 octobre 2015 à 16h à l'attention de Madame Judith Bavoueza (c/o Croix-Rouge congolaise, 8 rue Lucien Fourneau, en face du ministère de la fonction publique).

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Le problème en Afrique, c'est la qualité des élections. »

Dieudonné Tshiyoyo, Conseiller électoral au centre régional du PNUD, à Addis-Abeba, RFI, le 25 octobre 2015

« Le réalisme politique veut dire un gouvernement qui fait ce qu'il dit et qui dit ce qu'il fait. »

Abdou Diouf, ancien président du Sénégal, Le Quotidien, 15 octobre 2015

« Les dirigeants africains sont en décalage avec les véritables enjeux et les aspirations de leurs peuples. »

Laurent Bigot, consultant stratégique sur le continent, Afrique Magazine, 13 octobre 2015

« La politique, c'est bien ; l'économie, c'est vital. On peut avoir toutes les libertés du monde, si on n'a pas à manger... Il faut une prise de conscience que la réussite du processus démocratique sera liée à la réussite économique. »

Ouided Bouchamaoui, patronne des patrons tunisiens (Utica), Le Point, 19 octobre 2015

« Sincèrement, des concepts comme la croissance, la démocratie sont installés dans l'imaginaire des Africains pour nous faire justement des « assujettis ». »

Ibrahima Sarr, étudiant à l'Université de Cheik Anta Diop de Dakar, Le Quotidien, 15 octobre 2015

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

Les Congolais votent dans le calme

Les bureaux de vote ont ouvert ce matin 25 octobre sur l'ensemble du territoire national pour le scrutin référendaire. À Brazzaville, on a noté en début de journée une présence contrastée des électeurs en fonction des circonscriptions et des quartiers.

Si, en effet, dans Brazzaville sud de longues files d'attente n'étaient pas visibles, les électeurs qui ont souhaité accomplir leur devoir civique l'ont fait dans le calme. Les incidents enregistrés les 20 et 21 octobre dans cette partie de la capitale congolaise entre les militants de l'opposition et les forces de police peuvent avoir influencé le comportement des électeurs. La situation était bien différente dans Brazzaville centre et nord où l'ambiance était plutôt à l'affluence dans plu-



Des votants dans un bureau à l'école des beaux arts de Brazzaville

sieurs bureaux de vote. Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, et son épouse ont glissé leur bulletin dans l'urne au collègue Mafoua Virgile à Ba-

congo, dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, de même que l'ancien chef de l'Etat, Jacques Joachim Yhombi-Opango.

La rédaction

Le vote timide à Diata

Huit bureaux de vote étaient bien ouverts à l'école primaire Alphonse-Massamba-Débat de Diata, dans le premier arrondissement de Brazzaville, Makélékélé, dans la matinée de ce 25 octobre, jour du vote référendaire.

Il y avait eu des votants mais pas nombreux du moins dans la matinée. Timidement, quelques citoyens se sont déplacés pour accomplir leur devoir civique. « Nous avons tout le matériel qu'il nous faut pour travailler et petit à petit les gens viennent quand même », a reconnu une des chefs de bureau répondant aux questions du maire de Makélékélé, Maurice Maurel Kihounzou. Celle-ci a requis l'anonymat. Le maire du premier arrondissement, pour sa part, n'a pas manqué à dire sur l'hésitation des habitants du quartier à faire le déplacement. « (...) Avec le remue-ménage qu'il



Le maire de Makélékélé en train de voter crédit photo Adiac

y a eu le mardi 20 octobre, certains hésitent encore à venir si tôt. Mais en début d'après-midi, je pense qu'ils seront nombreux à venir », a déclaré Maurice Maurel Kihounzou, après avoir glissé le bulletin dans l'urne. Celui-ci a fait la ronde des bu-

reaux de vote de l'arrondissement qu'il dirige. Le constat, selon lui, n'était pas le même sur l'ensemble des centres retenus pour ce vote référendaire à Makélékélé. Il y en a qui, en début de matinée, avaient plus d'affluence que d'autres.

Rominique Nerplat Makaya

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez- nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés publics ?	5 jours	2 au 6 novembre 2015
La conduite du changement dans les organisations	3 jours	11 au 13 novembre 2015
Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements	4 jours	16 au 19 novembre 2015
Négocier avec ses fournisseurs stratégiques	3 jours	18 au 20 novembre 2015
La responsabilité sociétale des entreprises	5 jours	23 au 27 novembre 2015

* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

MANIFESTATIONS DE L'OPPOSITION

Une plainte est déposée contre X au parquet de Brazzaville

La plateforme « Ngonga Ebeti », une des dernières associations nées au Congo, a déposé le 23 octobre au parquet de Brazzaville, une plainte afin qu'une information judiciaire soit ouverte suite aux manifestations de l'opposition qui ont officiellement occasionné la mort de quatre personnes et causé de nombreux dégâts matériels.

« Ngonga Ebeti » est une plateforme sociopolitique de la jeunesse regroupant une trentaine d'organisations. Son président, Eustache Bomboko, donne à travers cette plainte, un signal fort contre l'impunité dans le pays. « Nous nous sommes rendu compte que le Congo a évolué d'erreur en erreur parce qu'il y a de l'impunité. Suite à tout ce qui s'est passé le 20 octobre, il est aujourd'hui difficile de déterminer les auteurs des actes posés. Étant entendu qu'il y a eu des dégâts matériels et des pertes en vies humaines, nous avons pensé saisir, de façon officielle, la justice pour que l'enquête contre X soit ouverte et que les auteurs soient punis », a-t-il expliqué à la presse après le dépôt de la plainte. D'après « Ngonga Ebeti » qui



Eustache Bomboko expliquant leur démarche à la presse ; crédit photo Adiac

a fait de la lutte contre l'instrumentalisation de la jeunesse son cheval de bataille, les événements des 20 et 21 octobre constituent une menace pour l'avenir des jeunes. « Nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait du désordre dans le pays. Pour nous, s'il y a de problèmes, il faut les poser dans la discipline. Le plus grand problème des jeunes est aujourd'hui connu : il s'agit de l'emploi. Nous ne devons poser nos problèmes dans le sabotage, en cassant et en brûlant les biens publics et privés », a

ajouté Eustache Bomboko qui a par ailleurs précisé que cette plainte ne vise pas les opposants au changement de la constitution. « Nous ne disons pas que nous visons les opposants. Il peut y avoir aussi des gens de la majorité dans notre viseur. Donc, les auteurs doivent être condamnés. Nous disons que l'opposition doit s'exprimer librement sans compromettre l'avenir de la jeunesse », a-t-il conclu, espérant que leur action tentée en justice aboutira.

Parfait Wilfried Douniama

La Fetrasseic inquiète pour l'avenir de l'école congolaise

Les violences observées dans certaines villes du pays ces derniers jours ont eu un sérieux impact sur le déroulement des cours, visiblement perturbés voire arrêtés comme on peut le constater avec la fermeture de plusieurs établissements scolaires, surtout à Brazzaville, à cause de la psychose.

Dans une déclaration rendue publique le 23 octobre dans la capitale, le secrétariat fédéral de la Fédération des travailleurs de la science, des sports, de l'enseignement, de l'information et la culture (Fétrasseic) a condamné ces actes de violences qui portent gravement atteinte au fonctionnement de l'État et des institutions de la République. Le secrétaire général de cette organisation affiliée à la Confédération syndicale congolaise, Basile Ngoli, a rappelé que la démocratie, tant souhaitée par les Congolais ne peut être construite sur la division et le sang. Soucieux de l'avenir de l'école congolaise, il a invité les autorités publiques à prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité et le fonctionnement des services, notamment des établissements scolaires. Afin, dit-il, que « l'école congolaise qui a démarré sous de bons auspices ne connaisse pas des secousses de nature à perturber le cycle en cours ».

Le secrétariat fédéral de la Fétrasseic a clairement condamné les dirigeants politiques de tous bords dont les attitudes et comportements sont de nature à créer la fraction sociale et à consacrer la partition du pays. C'est ainsi qu'il a souhaité la fin des hostilités et la reprise du fonctionnement régulier de l'administration. « Face à l'égoïsme et à l'intolérance des dirigeants politiques, toutes tendances confondues, et de leurs adeptes, le secrétariat fédéral de la Fétrasseic demande instamment aux hommes politiques de faire preuve de patriotisme et d'amour. Car, on ne peut comprendre que le peuple au nom duquel ils parlent, représente à la fois la cible de leurs actes insensés et anti-démocratiques », a dénoncé le secrétaire général de cette structure affiliée à la Confédération syndicale congolaise.

Au banc des accusés, la Fétrasseic place également les médias publics et privés qui refusent de faire preuve de professionnalisme en vue d'apaiser le climat social et politique dans le pays.

Parfait Wilfried Douniama

blédina

souhaite une bonne rentrée à toutes les mamans !

Découvrez notre promotion de rentrée !

COP21

« un moment de vérité pour le climat et le développement durable », selon des scientifiques

Réunis à Bonn en Allemagne pour la dernière phase de négociation préparatoire à la COP21, deux cents chercheurs de haut niveau appellent à reconnaître « la valeur économique et sociale des actions de réduction du CO2 ». Sinon, préviennent-ils, « les politiques climatiques risquent de se révéler inefficaces et injustes, et seront rejetées par les sociétés ».

Ils appellent à « un moment de vérité pour le climat et le développement durable », soulignant que les politiques envisagées pour rediriger l'économie mondiale vers les activités peu émettrices en CO2 doivent aussi « servir de levier pour sortir de la crise et soutenir le développement des pays pauvres. Sinon, elles risquent de se révéler inefficaces et injustes, et donc, seront rejetées par les sociétés ».

Pour ces chercheurs, dont 1/3 sont des auteurs principaux du Giec, ainsi que le prix Nobel d'économie, Kenneth Arrow, « la valeur économique et sociale des actions de réduction du CO2 et l'intégrer

dans diverses initiatives. Le but recherché étant de « rediriger l'épargne des ménages, les fonds de pension, les systèmes d'assurance et les fonds souverains vers des investissements bas carbone de long terme ».

La plupart de ces chercheurs signataires proviennent des pays en développement : 22 signataires viennent d'Afrique, dont 12 d'Afrique subsaharienne ; 14 d'Amérique latine ; 29 d'Asie, dont 6 de Chine et 9 d'Inde. Une diversité géographique essentielle dans les milieux qui suivent les négociations sur le climat, « très structurés par les enjeux des inégalités entre pays riches et pays pauvres », d'après l'auteur

de l'article, Laute Alain, publié dans le site écologie. À l'inverse, autour de la pétition en faveur de la création d'un prix unique du carbone, on ne compte que trois auteurs venus de pays en développement, contre 52 signatures françaises. Pour mettre en œuvre la proposition des signataires, Laute Alain suggère que les États, accordent une garantie publique à une quantité totale de carbone « abattue », c'est-à-dire non émise, et évaluée à un prix donné. « Les investisseurs pourraient rembourser les prêts reçus non en cash mais en certificats carbone dûment certifiés par une autorité indépendante, comme dans le

cadre du mécanisme de développement propre (issu du protocole de Kyoto) ».

Précisant : « Ces certificats carbone seraient acceptés par les banques centrales, qui les transformeraient en actifs et les inscriraient sur leur balance des comptes comme elles le font pour l'or, par exemple. Cela revient à émettre du crédit, donc de la monnaie, sous condition qu'elle soit dédiée aux projets « bas carbone ».

Les effets escomptés par les initiateurs

Les initiateurs veulent voir intégrer au futur accord de Paris une référence « à la valeur économique et sociale des actions volontaires d'atténuation [réduction du CO2 - ndlr] » pour éviter que les mécanismes de finance-

ment mis en place au service des objectifs de réduction du CO2 ne soient pas arbitraires, explique l'économiste Jean-Charles Hourcade, directeur de recherche CNRS. « Et pour qu'ils ne deviennent pas une source de phénomènes spéculatifs ».

On apprend que les pays en développement, représentés par le G77 + la Chine, ont accusé les deux coprésidents de la négociation, l'Algérien Ahmed Djoghla et l'Américain Daniel Reifsnyder, d'avoir produit un texte au service des intérêts des pays riches. Dans ce contexte, l'appel des 200 scientifiques pourrait être utilisé par les représentants du G77 pour renforcer leurs propositions sur le partage du poids financier de la transition vers un monde moins émetteur de GES.

Noël Ndong

AFRIQUE DU SUD

Un dialogue Public-Privé annoncé sur l'« investissement d'Impact »

L'évènement est supervisé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et sera organisé lors de l'Africa Finance & Investment Forum 2015 (AFIF 2015) qui aura lieu à Cape Town, Afrique du Sud, du 24 au 26 novembre.

« Le secteur de l'investissement d'Impact en Afrique est encore naissant, avec des investissements d'environ 9 milliards de dollars faits à travers le continent. Le temps est donc venu pour les décideurs politiques africains, les investisseurs et autres acteurs clés du secteur de mettre au point des solutions pratiques qui aideront à améliorer les pratiques d'Investissement d'Impact en Afrique et à stimuler le secteur pour qu'il atteigne son plein potentiel », a indiqué Tomas Sales, Conseiller Spécial Secteur Privé unité Afim Pnud, en prélude à l'AFIF 2015.

Cette session inaugurale fournira une plate-forme à travers laquelle les secteurs publics et privés en Afrique pourront discuter, se mettre d'accord et émettre des recommandations pour renforcer le secteur de l'Investissement d'Impact et contribuer à la réalisation de l'Agenda de l'Union Africaine 2063 et des objectifs de développement durable récemment ratifiés.

Ajoutant : « Le Dialogue Public Privé facilitera l'échange d'informations et la collaboration entre les acteurs des secteurs publics et privés clés, et sera mis en lumière à l'aide de discours en séances plénières et d'une séance de travail et de négociations techniques pour identifier les prochaines étapes de la croissance de ce secteur ». Ce qui aboutira à la mise au point d'une déclaration finale : la Déclaration de Cape Town, avec un plan d'action et une feuille de route relatifs à l'Investissement d'impact en Afrique.

L'AFIF 2015 est organisé pour la première fois en Afrique en collaboration avec la Banque européenne internationale (BEI), le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), DEG, Old Mutual Investments Group, Agri Academy, Pfizer, Rabobank, BlueCloud, ICD et la Société financière internationale (SFI).

N.Nd.

SANTÉ

Emergency, ONG italienne, tire les leçons de sa lutte contre Ebola

Spécialisée dans l'urgence sanitaire, l'ONG italienne s'est déployée sans compter en Sierra Leone pour y combattre avec succès le virus Ebola

L'épidémie d'Ebola n'est pas vraiment totalement éradiquée dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest où elle a sévi l'an dernier, mais les scientifiques et les humanitaires peuvent souffler. Le nombre d'infections a opéré un spectaculaire reflux, et l'OMS a pu même déclarer la maladie totalement disparue d'un pays comme le Libéria. En Guinée, quelques poches subsistent dans des zones rurales reculées, mais elles y sont sous contrôle.

Même constat dans un pays comme la Sierra Leone, qui a été celui dans lequel l'ONG italienne Emergency s'est investie et a remporté ses résultats les plus éclatants. À commencer par la guérison de son propre médecin infecté Fabrizio Pulvirenti, rapatrié en avion médicalisé à l'hôpital romain spécialisé Spallanzani. Le mode opératoire autour de ce malade a ensuite fourni un protocole d'action imité par tous les autres pays qui ont

été confrontés au rapatriement de leurs concitoyens infectés : Grande-Bretagne et Etats-Unis d'Amérique en particulier.

Aujourd'hui, l'organisation italienne peut tirer les leçons de son expérience sur le terrain, et elle le fait avec quelque autorité. Entre novembre 2013 et le milieu de cette année Emergency a vu passer un bon nombre des malades de cette pandémie, ensuite guéris. Signalement qu'Ebola en Afrique de l'Ouest ce sont 28.000 malades en tout et 11.000 morts en près de deux ans. Une première leçon à tirer est que « les malades d'Ebola doivent être soignés, pas isolés seulement », a réaffirmé Gino Strada, le fondateur d'Emergency au cours d'une exposition sur Ebola à Rome. Les humanitaires italiens dénoncent aussi « un racisme ». Auteur du livre de témoignages « Zone Rouge » Alessandro Bertani, vice-président d'Emergency, souligne que « dans les pays riches, personne ne se préoccupe de savoir qui est né dans la mauvaise zone où on ne peut se soigner ; où il n'y a pas les moyens ni les disponibilités économiques

pour cela. Ebola vaincu? Non, seulement contenu. Je rappelle que le virus existe depuis 1976, même si la grande épidémie a été jusqu'ici celle de l'année dernière. Beaucoup des malades guéris ont été soignés sur place quand ils étaient des nationaux, alors que les expatriés prenaient le chemin des structures modernes en occident », a-t-il relevé. Pour lui, c'est le racisme qui explique la persistance de ce virus : « il y a racisme à affronter les problèmes des pays pauvres. Comme personne n'allait sur place pour soigner ces malades, on les transportait vers les centres de santé locaux. C'est ce qui a contribué à diffuser le virus. Les routes et les veillées funèbres ont été les vecteurs principaux pour la diffusion d'Ebola. Ce virus est fascinant à observer d'un point de vue scientifique, mais il est d'une terrifiante capacité à tuer », a relevé Bertani. Pour Emergency, un mal comme Ebola a été même à l'origine d'un début de xénophobie même dans un pays comme l'Italie.

Lucien Mpama

Assurances et Réassurances du Congo

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Soyez assurés avec les meilleurs!

Assurance Incendie	Assurance Santé
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisques Habitation	Assurance Médicale
Assurance Glaces Tempête	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Énergie

Agence K17 Avenue de la République - Kinshasa - Tél : +243 20 22 12 88 / 22 04 16 88
 Agence P18 / 128 Avenue de la République - Kinshasa - Tél : +243 20 22 12 88 / 22 04 16 88
 (mail : agence.kinshasa@arccongo.com) - www.arccongo.com



Découvrez Paris avec **FLYPARIS**

Réservez en ligne dès maintenant, achetez votre billet et profitez de **15 %** de réduction sur vos vols à destination de Paris.

- Réservez votre billet sur www.flyecair.com
- Sur le site, entrez votre code promo pour bénéficier de la réduction de **15%**
- Offre valable du **30 octobre au 11 décembre 2015**
- Vols en Aller/Retour, au départ de **Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa.**

DIPLOMATIE

Jean-Claude Gakosso édifie les autorités françaises sur le processus politique au Congo

En mission de travail à Paris, le ministre congolais des Affaires étrangères a évoqué, le 21 octobre, avec son homologue français, les préparatifs du référendum du 25 octobre au Congo. Jean-Claude Gakosso et Laurent Fabius se sont également accordés sur la nécessité d'accroître les relations bilatérales entre les deux pays. Deux jours avant, le chef de la diplomatie congolaise était au siège de la Francophonie.

Le référendum du 25 octobre et les récents actes de vandalisme perpétrés par certains Congolais de la diaspora dans l'enceinte de l'ambassade du Congo, à Paris, ont dominé le tête-à-tête entre les deux ministres mercredi. En ce qui concerne le référendum constitutionnel, Jean-Claude Gakosso a expliqué à son interlocuteur les « avancées remarquables » contenues dans la nouvelle loi fondamentale. Le référendum du 25 octobre est « légal », a estimé le Quai d'Orsay qui a cependant appelé toutes les parties à l'apaisement.

Par ailleurs, Paris et Brazzaville ont jugé opportun de se pencher sur la coopération juridique et d'autres projets qui lient les deux États. Une réunion consacrée aux relations bilatérales France/Congo est attendue dans les jours à venir,

a indiqué la partie congolaise. Les deux pays ayant une longue histoire d'excellentes relations : « la France intervient notamment dans les industries pétrolières », a rappelé le chef de la diplomatie congolaise, Jean-Claude Gakosso.

Et les prochains rendez-vous internationaux ?

Le ministre congolais a témoigné le soutien de son pays à son homologue français en vue de la réussite de la grande conférence internationale sur le climat (COP21) qui se tiendra, en décembre prochain, dans la capitale française. Là encore, les avis sont convergents et visent à convaincre le reste du monde à contenir la température globale de la planète en deçà de 2°C, avec en toile de fond, éviter le réchauffement climatique, la dégradation de la biodiversité, l'avancée du désert, etc.

Ce tête-à-tête entre les deux ministres a permis à Paris et Brazzaville de renouveler leurs engagements à accompagner le peuple centrafricain vers la sortie de crise. Les deux partenaires de la RCA ont souhaité que les élections, plusieurs fois reportées dans ce pays, puissent se tenir dans les délais prévus. La transition centrafricaine s'expirant fin décembre, un nouveau calendrier encore



Le ministre Gakosso lors de son entretien avec son homologue Laurent Fabius (DR)

non officiel prévoit la présidentielle pour le 13 décembre prochain et un possible deuxième tour en janvier 2016.

Michaëlle Jean reçoit une copie de la nouvelle Constitution

Cette mission du ministre congolais des Affaires étrangères et de la Coopération à Paris a été également marquée, quelques jours plus tôt, par sa rencontre avec la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francopho-

nie (OIF), Michaëlle Jean. Le diplomate congolais a expliqué à la patronne de l'OIF la volonté de la République du Congo de redynamiser son partenariat avec l'organisation de la Francophonie.

L'espace francophone composé de plus de 80 États membres, a martelé Jean-Claude Gakosso, mérite d'être informé sur la situation politique actuelle dans son pays. C'est au siège de l'Institution internationale, à Paris, que le ministre congolais a tenté d'expliquer et convaincre Mi-

chaëlle Jean sur le bien-fondé et la légalité du référendum du 25 octobre. En recevant une copie du projet de cette nouvelle Constitution, la patronne de l'OIF découvre des nouveautés, notamment les nouvelles dispositions portant abolition de la peine de mort au Congo, la mise en place d'un exécutif bicéphale (un président de la République et un Premier ministre), avec un gouvernement responsable devant le Parlement, la parité homme-femme...

Fiacre Kombo



Colina assurance: Un acteur majeur des assurances non vie, désormais au CONGO

Filiaire du groupe SAHAM, Colina Assurance Congo SA vous offre les garanties et la sécurité d'un groupe leader de l'assurance en Afrique (28 sociétés d'assurance et de réassurance implantées dans 26 pays d'Afrique sub-saharienne, du Maghreb, du Moyen orient et de l'océan indien).

Notre forte implantation géographique, notre expérience et notre professionnalisme avérés, la confiance auprès des Réassureurs de premier rang nous permettent de mieux satisfaire vos besoins et exigences en assurance.

NOS CONTACTS :

Brazzaville

* CASE A5, AV. M. LYAUTEY,
Route du Parquet
Tél. 00242 22 260 15 15
00242 06 510 45 24

Pointe Noire

* 43, AV. MAFOUKA, Rond Point des Amoureux
Tél. 00242 22 294 20 08

* AV. J. OPANGAULT, Face FOIRE

PAIX & SÉCURITÉ

Point sur les Opérations Barkhane, Sangaris et Corymbe

Le ministère français de la Défense a fait le point, le 22 octobre, sur la situation des opérations Barkhane, Sangaris et Corymbe. Il ressort ce qui suit :

Opération Barkhane

La situation dans la Bande sahélo-saharienne (BSS) n'a pas connu d'évolution. La menace terroriste transfrontalière demeure présente. Au Mali, les Forces armées maliennes (FAMa) concentrent leurs efforts au centre du pays pour endiguer les Groupes armés terroristes (GAT). Ces actions sont préparées et conduites soit en autonomie, soit avec l'appui des forces de la Mission des Nations Unies au Mali (Minusma).

La force Barkhane reste engagée de façon ininterrompue au soutien des forces partenaires. Cette semaine, les activités de la force ont été marquées par la poursuite des opérations conjointes dans les zones d'effort de la BSS et par l'achèvement de l'opération La Madine 4.

Celle-ci a réuni du 9 au 15 octobre 2015 les FAMa, la Minusca et Barkhane dans la région de Gourma au sud-est de Tombouctou.

Près de 200 militaires maliens étaient déployés lors de cette opération. La Minusca et Barkhane les ont appuyés. Une trentaine de soldats français étaient aux côtés des FAMa afin de leur apporter des appuis spécialisés (guidage aérien, franchissement) et les accompagner sur des opérations de fouille de zones de stockage.

Grâce à ses hélicoptères Tigre et Caïman, la force Barkhane a apporté des appuis complémentaires : appui-feu, transport tactique et renseignement.

Opération Sangaris

En Centrafrique, la situation sécuritaire est stable

mais demeure fragile. Dans ce contexte, les Forces internationales restent vigilantes. La posture réactive et déterminée de la Minusca contribue à prévenir les pics de violence et à rassurer les populations.

Les Casques bleus poursuivent des opérations de

française. La Minusca a réalisé plus de 80 patrouilles dans Bangui.

Cette semaine, les missions de la force Sangaris ont été marquées par le maintien du dispositif à Sibut auprès du bataillon burundais et la poursuite des patrouilles dans Bangui. Au total, les sol-

minal au large des côtes de l'Afrique centrale, en septembre dernier, c'est la patrouille conjointe du BPC qui a pris le relai dans les eaux territoriales sénégalaises.

Le BPC Mistral est escorté par le patrouilleur espagnol Centinela. La séquence entre deux bâtiments illustre une collaboration quadripartite renforcée entre le Portugal, l'Espagne, le Danemark et la France dans la région du Golfe de Guinée.

Les deux bâtiments se retrouveront à nouveau pour un exercice à plus grande échelle, à la fin du mois d'octobre. Il regroupera les marines des pays riverains du Golfe de Guinée et la Royal Navy britannique. Ce BPC Mistral complète le dispositif français prépositionné en Afrique et peut également apporter son soutien à d'autres opérations d'aide aux populations, de sécurisation ou d'évacuation de ressortissants.

Noël Ndong

La Minusca a réalisé plus de 80 patrouilles dans Bangui.

sécurisation qui participent directement à la stabilisation de la situation, notamment dans la région de Sibut et à Bangui. 17 octobre, un incident sécuritaire s'est déroulé dans le 3^e arrondissement de Bangui. Les forces de la Minusca police ont maîtrisé la situation permettant ainsi de canaliser les débuts de violence. Cette opération n'a pas nécessité l'appui de la force de réaction rapide

français ont mené une quarantaine de patrouilles dans la capitale. Par ailleurs, la force conserve une capacité de réaction rapide qui lui permet d'agir sur court-préavis en appui de la Minusca.

Opération Corymbe

Après l'entraînement opérationnel multinational du Germinal dans le Golfe de Guinée, et le pilotage par la frégate de surveillance Ger-

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo
galerie congo

du LUNDI
au VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES
CÉRAMIQUES MUSIQUES

Art dans sa
de la **Modernité**
Généralité
Tradition

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (M'pila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

NIGER

La Cour de justice de la Cédéao autorise des dédommagements à la famille de l'ex-président tué en 1999

Ibrahim Bare Maïnassara avait été tué lors d'un coup d'Etat militaire en avril 1999. Les magistrats ouest-africains ont ordonné, le 23 octobre dernier, à l'Etat nigérien de verser 435 millions de francs à la veuve du défunt et à ses cinq enfants.

A en croire la justice ouest-africaine, le droit à la vie de l'ancien président Maïnassara a été violé. De la même manière, ont ajouté les juges, le droit des parents de la victime à avoir accès à la justice a été violé par l'Etat du Niger. Suite à la requête introduite en 2013 par quinze membres de la famille du défunt président, le gouvernement nigérien devra verser 75 millions de francs à la veuve de l'ex-président, chacun de ses cinq enfants percevront 50 millions et ses onze frères et sœurs toucheront 10 millions chacun.

Le jugement de la Cour de justice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), étant susceptible d'aucun recours, est opposable à tous les membres de l'organisation ouest-africaine.

Ibrahim Baré Maïnassara a été assassiné le 9 avril 1999 lors d'un coup d'Etat orchestré par les éléments de sa garde présidentielle. Il est enterré à Douméga, village natal de son père situé à 250 km de Niamey. Une fathia (prière) est dite sur sa tombe à chaque date anniversaire de sa mort (9 avril) par les sympathisants et militants du parti politique qu'il a créé : le RDP rassemblement pour la démocratie et le progrès (RDP) JAMA'A. Depuis sa mort, sa famille est dispersée dans le monde et plusieurs d'entre eux sont en exil dans divers pays. La famille continue de réclamer des poursuites à l'encontre des assassins du défunt président.

Fiacre Kombo

EXPOSITION DE MILAN

ENI cite le Congo comme modèle de développement durable

L'Exposition universelle a célébré sa journée du développement de l'Afrique.

Le géant pétrolier italien ENI n'est pas seulement un partenaire énergétique de l'Afrique, il se pose aussi désormais en groupe de poids pour les projets de développement. Et c'est le Congo que le groupe cite en exemple, notamment pour deux de ses projets en développement durable : le centre de santé intégré de Hinda, dans le Mayombe, et les foyers améliorés projetés par le groupe. Tous deux participent de la volonté de se mettre au service des communautés locales.

Ces programmes, deux réussites affirmées, ont été présentés mardi dernier à Milan, à l'Exposition universelle. Au cours d'une rencontre sur le thème du développement durable, les participants ont loué les efforts d'ENI au Congo, qualifié de pays-clé en Afrique et dans lequel le groupe mène depuis des années des activités diversifiées qui ne s'arrêtent pas à son secteur traditionnel de l'exploration et de l'exploita-

tion du pétrole et du gaz en offshore ou en on-shore. La rencontre a permis de présenter les effets induits par l'implantation de ces deux initiatives dans la localité de M'Boundi où se situe le village (et gare) de Hinda. Le centre de santé parle de lui-même pour ce qui est de l'amélioration des conditions de vie des populations. Mais il en va de même aussi pour les foyers améliorés qui permettent une moins grande consommation d'énergie et surtout un recours à une énergie propre.

D'autant qu'ENI ne se limite pas à une action de simple mise à disposition, il implique aussi les populations dans des activités agricoles. Une école et des campagnes de sensibilisation pour la protection de l'environnement et de lutte contre les maladies courantes et évitables font partie de cet ensemble de pôle socio-sanitaire qui apporte un véritable soulagement à pas moins de 25.000 personnes de la zone. A signaler que les foyers améliorés ont été mis au point à l'Institut polytechnique de Milan. Ils permettent de retenir jusqu'à 10% de rejet de gaz dans l'atmosphère.

Pour Carlo Vito Russo, directeur Europe et Asie chez ENI, le Congo donne à voir ce qu'est l'approche de son groupe en Afrique : globale et bénéfique à un éventail de populations, tant rurales qu'urbaines. « *Aussi bien pour ENI que pour l'Italie, je pense que tous deux ont un futur en Afrique* » qui représente « *15% de la population mondiale, mais seulement 3% des consommateurs* », souligne de son côté Claudio Descalzi, l'administrateur-délégué d'ENI.

En grand connaisseur de l'Afrique et des réalités de ses pays, Claudio Descalzi note : « *L'Afrique a tout : le gaz, le pétrole et le soleil. Toutefois le canal Sud-Nord ne doit pas seulement être un canal énergétique ; il peut être aussi un canal de développement social* ». Et c'est ce à quoi s'attache le groupe ENI, premier parmi les groupes pétroliers majors à avoir eu l'intuition des perspectives heureuses que représentait l'Afrique dans tous les domaines à une époque où pas grand monde n'y croyait et misait sur le golf arabo-persique.

Lucien Mpama

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT
SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



PRÉSIDENTIE DE LA CÉNI

Controverse autour du choix de Corneille Nangaa

À la suite de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénc), la Dynamique de l'opposition pour l'Unité d'actions remet en cause la crédibilité du nouveau promu tout en dénonçant « la supercherie flagrante de la procédure » ayant conduit à sa désignation.

Décidément, on n'est pas encore sorti de l'auberge après la désignation par les confessions religieuses de Corneille Nangaa comme probable successeur de Malumalu à la tête de la Céni. Ce dernier développement n'a hélas pas fait évoluer le processus électoral actuellement empiété dans des discussions stériles sur ce choix récusé notamment par l'Église catholique. Cette dernière qui n'adhère pas au processus ayant conduit au plébiscite du secrétaire exécutif adjoint de la Céni déclare assumer toute sa responsabilité devant la Nation et devant l'histoire. Sans ambages, les catholiques rejettent le choix porté sur Corneille Nangaa nonobstant le capital



Corneille Nangaa

d'estime dont il jouit du fait de son expertise avérée en matière électorale et de sa probité morale supposée. En fait, l'Église catholique remet en cause la procédure ayant conduit à ce choix estimant qu'il avait été boutiqué en amont faisant ainsi

fi des principes qu'imposent ces genres de processus. L'Église catholique est soutenue dans cette prise de position par la Dynamique de l'opposition qui, dans un communiqué publié le 23 octobre, rejette catégoriquement la désignation de Cor-

neille Nangaa à la tête de la Céni. À la suite de Cénc, ce regroupement politique remet en cause la crédibilité du potentiel successeur de Malumalu tout en dénonçant « la supercherie flagrante de la procédure » ayant conduit à sa désignation. « *La Dy-*

namique se range définitivement du côté de l'Église catholique dans le déficit de confiance envers l'ensemble des membres du bureau et de la plénière de la Céni qui, par ailleurs, n'ont jamais bénéficié d'aucune légitimité », peut-on lire dans le communiqué transmis à la presse et signé par le modérateur Jean Bertrand Ewanga de l'UNC.

À propos de Corneille Nangaa, la Dynamique déclare disposer des détails des plus insoupçonnés qu'elle mettra le moment venu à la disposition de l'opinion attestant ses accointances avec le pouvoir en place. À l'opposé, les organisations non gouvernementales, réseaux et associations de toute nature, les représentants des coordinations des vingt-six provinces membres de la société civile/Forces vives de la RDC, réunis en congrès ordinaire du 21 au 23 octobre, ont pris acte du choix opéré sur Corneille Nangaa pour tenir les rennes de la Céni.

Alain Diasso

Vers un rapprochement Vital Kamerhe-Moise Katumbi

Divulguée par Jeune Afrique, l'entrevue entre les deux personnalités de la scène politique congolaise, tenue au départ pour secrète, a bien eu lieu le 21 octobre au Foreign office de Londres.

Moïse Katumbi et Vital Kamerhe, deux poids lourds de la scène politique congolaise, se sont effectivement rencontrés le 21 octobre au Foreign office de Londres. Ce qui était estampillé du sceau du secret a fini par se révéler au grand jour à la suite d'une publication de Jeune Afrique. Aucun communiqué ni une simple déclaration n'ont sanctionné cette rencontre laissant ainsi libre cours aux commentaires les plus divers. D'après le quotidien kinois « Le Palmariès » citant une source présentée comme confidentielle, « ce sont les Américains qui auraient facilité cette rencontre en vue d'un ticket gagnant Katumbi-Kamerhe lors de la présidentielle de 2016 ».

Une vue simpliste que nombre d'analystes refusent de légitimer pour la raison qu'il est trop prématuré de penser à un tel ticket de l'opposition pour la présidentielle dès lors qu'en amont, cette plate-forme reste



Vital Kamerhe

encore empiétée dans ses contradictions internes. L'objectif de cette rencontre, à en croire d'autres sources plus viables, était plutôt d'examiner comment mettre en place une stratégie commune visant à empêcher tout glissement du calendrier électoral à l'horizon 2016. Lorsqu'on sait que le célèbre ex-gouverneur du Katanga et le leader de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) militent pour la tenue

des élections dans les délais constitutionnels, une telle approche paraît tenir la route. En effet, les deux leaders tentent assurément créer une synergie capable de mettre la pression sur le pouvoir afin d'organiser les élections dans le temps.

Quant à la présidentielle de 2016 pour laquelle Moïse Katumbi continue d'entretenir le suspense à propos de sa candidature à l'opposé de son



Moïse Katumbi

interlocuteur qui s'y est déjà prononcé, il appert que toute grande est la nécessité pour les deux hommes de trouver un modus vivendi autour de cet enjeu politique important. Il va sans dire que leur rapprochement émet un signal clair tant à la majorité présidentielle qu'à la communauté internationale quant à l'éventualité de Constitution d'un tandem Katumbi-Kamerhe susceptible de brouiller les cartes pour une alternance en

RDC. Toutefois, la grande difficulté, pour les deux anciens sociétaires de la mouvance kabiliste, consistera à rallier les positions au sein d'une opposition de plus en plus fragmentée et disparate autour d'un choix unique. Car dans la perspective d'une présidentielle à un seul tour, l'opposition n'aura d'autre alternative que d'avancer unie face au candidat éventuel de la majorité. Ce qui tient d'une gageure.

A.D.

BANCARISATION

Un réseau maffieux gangrène le système de paie à Kinshasa

Près de 11,8 millions de dollars destinés à la paie des agents et fonctionnaires de l'État sont détournés trimestriellement dans la capitale dans les secteurs de l'ESU, de l'EPSP et de la santé publique.

Depuis le mois de juillet dernier, une commission d'enquête initiée par le gouvernement via le ministère du Budget est à pied d'œuvre pour traquer tous les maffieux qui gangrènent le système de paie mise en place au sein de l'administration publique. Initiée dans l'optique de rationaliser les dépenses de l'État, cette démarche était amplement justifiée au regard des faiblesses décelées dans la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'État avec, en toile de fond, le détournement récurrent des salaires. Déjà deux mois auparavant, un réseau maffieux qui détournait mensuellement plus de 170 millions de francs congolais (184 292.37 USD) dans le secteur de la santé à Kinshasa avait été débusqué grâce à la clairvoyance du



Des fonctionnaires en attente d'être payés dans une banque

ministre du Budget.

Il ressort des enquêtes effectuées par la commission ad hoc dont le rapport a été rendu public le 22 octobre qu'une somme de 10,9 milliards de francs congolais, soit 11 783 409 de dollars américains, est détournée trimestriellement dans la paie à Kinshasa par un réseau maffieux. Les secteurs

de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), de l'enseignement primaire et secondaire et de la santé publique sont essentiellement concernés par cette mafia qui fait perdre à la République des fonds énormes qui auraient dû être affectés autrement. D'après cette commission d'enquête composée des syndicalistes et d'experts

du ministère du Budget, ce réseau maffieux aurait des ramifications dans l'administration publique. Moralité : des fictifs mais aussi des personnes sans titre ni qualité se prévalent de leur droit à bénéficier de la paie couverts par une fraude organisée.

Pour le ministre du Budget, Michel Bongongo, le bonus ainsi dégagé au terme des investi-

gations sera dorénavant alloué à l'amélioration des conditions salariales des agents et fonctionnaires de l'État. Eu égard au succès ayant couronné le travail de cette commission d'enquête, le ministre a formulé le vœu de la voir s'étendre dans tous les autres secteurs de l'administration publique de la ville de Kinshasa ainsi qu'à travers tout le pays.

Alain Diasso

VIOLENCES DANS LES STADES

La Linafoot sévit sur Tshinkunku

La Ligue nationale de football (Linafoot) a pris une série de sanctions contre Tshinkunku dont les supporters ont été à l'origine de l'arrêt du match contre Sanga Balende et des incidents qui ont provoqué plusieurs blessés.

La Linafoot a statué sur l'arrêt du match entre l'US Tshinkunku et Sa Majesté Sanga Balende, disputé le 11 octobre au stade des Jeunes de Kananga, dans le cadre de la quatrième journée du championnat national de football -Division 1-. En fait, la Linafoot a pris des sanctions à l'encontre l'US Tshinkunku après examen du dossier. Le club de Kananga perd le match par forfait (0-3) en faveur de Sanga Balende, trois points sur ceux déjà acquis lui sont retranchés. Tshinkunku devra payer une amende correctionnelle de cinq cents dollars américains, réparer des préjudices causés. Ce club de Kananga est obligé de payer une amende de neuf cents dollars pour violation de la zone neutre, envahissement de l'aire de jeu, jet des projectiles, injures et menaces de mort par ses supporters. Il y a également la suspension du trésorier Tshisumbu Tshiko pour une durée de six mois avec interdiction d'accès dans les installations sportives et l'obligation pour le club en cas de récidive de jouer ses matches à huis clos. Le commissaire au match Kankonde a également écopé d'une suspension de six mois à cause d'un rapport incomplet et complaisant.

L'on rappelle que Sanga Balende menait par un but à zéro à Kananga face à Tshinkunku lorsque les supporters du club local ont envahi l'aire de jeu, provoquant l'arrêt du match car les joueurs et les officiels du match ont été en totale insécurité. Il y a même des blessés dans les rangs des joueurs de Sanga Balende qui ont été bloqués dans leurs vestiaires pendant plusieurs minutes. L'on a déploré plusieurs blessés à la suite de ces incidents qui sont une démonstration de plus de l'insécurité ambiante dans les stades du pays. Et pourtant la Fédération congolaise de football association, en collaboration avec la Police nationale congolaise, a organisé un séminaire sur l'éradication de la violence dans les installations sportives du pays. L'on veut croire que cela n'a pas été un coup d'épée dans l'eau.

Martin Engimo

SANTÉ

L'hôpital Biamba-Marie-Mutombo accueille une délégation des hauts responsables du Fnuap

La visite à Kinshasa du siège de l'institution de l'ONU vise à palper du doigt les réalités du partenariat qui lie la formation médicale à cet organisme onusien, depuis huit ans, dans la réparation des femmes porteuses des fistules urogénitales.

La délégation des hauts responsables du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) arrive à Kinshasa le 29 octobre. L'objectif est de se rendre compte des réalités du partenariat qui lie, depuis 2008, l'hôpital Biamba-Marie-Mutombo (HBMM) à cette institution des Nations unies, dans la prise en charge gratuite des femmes porteuses des fistules uro-génitales. La visite du siège du Fnuap permettra d'améliorer les conditions de travail dans le cadre de ce partenariat et permettra également d'ouvrir d'autres opportunités sur le programme avec cette institution hospitalière installée à Masina, dans le district de la Tshangu, dans le sens de corriger ledit programme et voir comment l'étendre sur d'autres facettes du secteur de la santé.

Un partenariat de près d'une décennie

Le Fnuap chemine depuis huit ans avec cet hôpital dans la réparation

gratuite des femmes porteuses de fistules obstétricales. Les médecins de cette formation médicale travaillent avec ceux de l'institution de l'ONU pour « sauver la vie » à ces femmes dont les affections ont constitué de véritables handicaps majeurs les empêchant de mener correctement leur vie de femme, de mère, de grand-mère, de sœur ou d'enfant dans la société, parce qu'elles y ont été stigmatisées et rejetées.

HBMM a été choisi comme cadre pour réaliser ces opérations, ces réparations et toute cette prise en charge gratuite. En plus de son personnel qualifié, l'hôpital met également à la disposition de ce partenariat ses installations et ses équipements ultra modernes répondant aux normes internationales en matière de santé. Pour 2015, les registres de l'hôpital notent plus de quatre cents cas des femmes porteuses des fistules uro-génitales déjà opérées et prises en charge gratuitement. Certains médecins venus de l'Europe et d'autres pays d'Afrique ont participé à ces opérations alors que le suivi a toujours été fait par l'équipe de cet hôpital.

Il s'agirait, sans nul doute, pour les hauts responsables du Fnuap de vérifier toutes ces informa-

tions reçues sur le cadre qui reçoit ces opérations, notamment les équipements, le personnel et toutes les installations mais aussi de palper du doigt les réalités de cette affection en RDC et les résultats obtenus dans le cadre de cette collaboration. Ce qui pourrait guider dans la prise des décisions futures, notamment dans le cadre du partenariat avec HBMM.

Il est à noter que HBMM, sous la houlette de la Fondation Mutombo-Dikembe, mène plusieurs actions à caractère social au bénéfice des populations de Kinshasa et d'autres provinces du pays. Il s'agit notamment de la prise en charge gratuite des malentendants qui commence par la consultation, les examens de laboratoire, le traitement, la pharmacie et la dotation des prothèses auditives pour ceux dont les cas l'ont nécessitée, la prise en charge gratuite des prématurés et de leurs génitrices (qui couvre tous les aspects), celle des femmes porteuses des fistules uro-génitales, etc. Toutes ces actions répondent au souci de cet hôpital, de cette fondation et de son initiateur, l'ancienne star de la NBA, Jean-Jacques Mutombo Dikembe, de changer la vision des soins de santé en RDC.

Lucien Dianzenza

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le nombre de tués sur la route toujours croissant

Dans un rapport qu'elle vient de publier sur la situation sur la sécurité routière dans le monde 2015, l'OMS révèle que quoi qu'il y ait des progrès, le nombre de tués sur la route est encore trop élevé.

Près d'un million de personnes, fait savoir cette étude, meurent chaque année sur les routes même si des progrès sont constatés dans ce domaine. Toutefois, poursuit la même recherche, le nombre de tués sur les routes se stabilise alors que le nombre de véhicules motorisés a augmenté rapidement dans le monde, tout comme la population mondiale. Ces trois dernières années, soixante-dix-neuf pays ont constaté une baisse dans le nombre absolu des victimes d'accidents de la circulation et soixante-huit pays ont enregistré une hausse. Si certains pays ont particulièrement bien réussi à faire baisser le nombre de tués sur les routes, c'est parce qu'ils ont amélioré leur législation et son application et ont rendu les routes et les véhicules plus sûrs.

Selon le Dr Margaret Chan, directeur général de l'OMS, les accidents de circulation font des ravages inacceptables, particulièrement parmi les populations pauvres des pays pauvres. «Nous allons dans la bonne di-

rection», dit le Dr Chan. « *Le présent rapport montre que les stratégies de sécurité routière sauvent des vies. Mais il nous dit aussi que nous progressons trop lentement* », poursuit-il.

Il y a lieu de noter que les usagers de la route dans le monde ne bénéficient pas tous du même degré de protection. « *Le risque de mourir d'un accident de circulation dépend encore en grande partie du lieu où vivent les gens et de la façon dont ils se déplacent* », a ajouté le Dr Chan. « *Un fossé profond sépare toujours les pays à revenu élevé des pays à revenu faible ou intermédiaire dans lesquels 90% des décès dus aux accidents de circulation surviennent alors qu'ils ne comptent que 54% des véhicules en circulation dans le monde* », précise le rapport de l'OMS.

Pour assurer la sécurité routière, un grand nombre de pays prennent de mesures de protection pour rendre les routes plus sûres. Ces trois dernières années, dix-sept pays ont aligné au moins une de leurs lois sur les meilleures pratiques de



En respectant le Code de la route, les accidents de circulation peuvent être évités

sécurité routière: port de la ceinture de sécurité, conduite sous l'emprise de l'alcool, vitesse, port du casque pour les motocyclistes ou dispositifs de retenue pour enfants.

Pour Michael R. Bloomberg, fondateur de Bloomberg Phi-

lanthropies, grâce à des lois plus strictes et à une meilleure infrastructure, près d'un demi-milliard de personnes dans le monde sont mieux protégées que quelques années en arrière des accidents de circulation. Chaque vie perdue dans un accident de la

route est une tragédie évitable et ce rapport peut empêcher qu'un plus grand nombre soient tués en aidant les responsables de l'élaboration des politiques à focaliser leurs efforts sur les mesures qui feront toute la différence.

Aline Nzuzi



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



HUMEUR

Réseaux sociaux, où est votre crédibilité ?

Vraisemblablement, on a comme l'impression qu'au lieu de nous informer objectivement, les réseaux sociaux véhiculent de « fausses informations ». Ils injectent sans cesse dans l'imaginaire individuel et collectif des informations quelquefois erronées et qui ont pour but principal de déstabiliser la société.

Si les réseaux sociaux étaient considérés avant comme des sources d'informations sûres, la lecture est bien différente aujourd'hui et de nombreux consultants s'accordent sur ce qu'ils ont perdu leur crédibilité.

Et ce qui est étonnant, c'est qu'à chaque fois qu'une nouvelle technique apparaît, les gens applaudissent alors que toute nouveauté technologique a toujours eu son revers de la médaille. Et en ce qui concerne les réseaux sociaux ou Web sociaux, ce sont surtout des mensonges qui désenchantent de temps en temps. En effet, il est difficile, voire même dangereux, pour une structure respectable et digne de mentir à travers des réseaux sociaux car très rapidement le public réagirait. Par contre des structures, individus et personnalités aux statuts « douteux » mentent facilement à travers des réseaux sociaux.

Loin de nous l'idée de théoriser sur ce que devraient être des réseaux sociaux, nous pouvons tout de même retenir qu'ils sont diversifiés et joueraient pleinement leur rôle en tant que « outil » d'informations lorsqu'ils se préoccuperaient de donner la réalité des faits, au lieu de divertir des gens en leur fournissant des faits dénués de tout fondement sociologique. Oui, nous ne nous attaquons pas à toutes les plateformes de réseaux sociaux, mais plutôt à une tierce qui fait du mensonge, de la rumeur ou de l'information poreuse sa spécialité. « Oh ! J'ai lu sur des réseaux sociaux que la personne X sera en train de..... ». Et c'est une erreur lorsque celui qui reçoit cette information, sans vérification par d'autres sources et se met à la divulguer. L'observation attentive de ces réseaux sociaux, ces derniers temps, laisse à désirer à cause de l'inexactitude des informations.

Citons quelques réseaux sociaux à usage exclusivement professionnel, orientés vers la mise en valeur et les échanges professionnels de ses membres, et ceux à usage privé qui sont devenus « grand public » comme Myspace (construit au départ pour favoriser la mise en relation d'artistes) ou Facebook (conçu à l'origine par et pour des universitaires). Ainsi, le regret est que les utilisateurs de ces réseaux sociaux ont une spécificité très remarquable, car à la moindre minute une vraie fausse information ou un mensonge prémédité peut faire le tour du monde. Vous, utilisateurs des réseaux sociaux, prière d'extraire du lot des informations mensongères et de n'y laisser que des informations vraies. Des réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, Youtube, Flickr, LinkedIn, Viadeo, AnonPlus et autres devraient prendre leur responsabilité pour ne laisser passer que de « l'information vraie », car le risque est grand pour des réseaux sociaux dignes de ce nom de se transformer en des « fourre-tout » où l'on mélangerait à gré le bon et le mauvais. Étant entendu que de nombreux menteurs utilisent ces « espaces techniques », et si cela persisterait, il serait donc difficile de distinguer un faux message du vrai. Et ce serait regrettable !

Heureusement, une option de pouvoir discerner des messages reçus est en train de s'offrir à tout utilisateur des réseaux sociaux. « Comment démêler le vrai du faux » ? C'est le travail que cinq chercheurs européens, sous l'égide de l'université de Sheffield au Royaume-Uni, s'échinent à faire. Il s'agit de mettre au point un détecteur de mensonges à destination des réseaux sociaux afin d'établir la véracité d'une information dès sa publication en ligne. Il le met pour traquer et décourager les « menteurs » qui écument ces réseaux sociaux.

Faustin Akono

CÉLÉBRATION

Les Nations unies fêtent leurs 70 ans au service d'un monde uni et apaisé

L'Organisation des Nations unies (ONU) a célébré le 24 octobre le 70^e anniversaire de sa création. À l'occasion, le secrétaire général, Ban Ki-moon, a adressé à la communauté des nations le message ci-dessous, à travers lequel il rappelle le bien-fondé de l'action menée par l'organisation depuis sept décennies.

« Dans tous les pays du monde, le drapeau national est un signe de fierté et de patriotisme. Mais il y a un seul drapeau qui appartient à tous. Ce drapeau bleu de l'Organisation des Nations unies était une bannière d'espoir pour moi pendant mon enfance dans une Corée en guerre.

Soixante-dix ans après sa création, l'Organisation des Nations unies demeure un phare pour toute l'humanité. Chaque jour, l'Organisation nourrit les affamés et loge les personnes contraintes de quitter leur foyer. L'Organisation vaccine des enfants qui, autrement, seraient morts de maladies évitables.

L'Organisation défend les droits de l'Homme pour tous, sans distinction de race, de religion, de nationalité, de sexe ou d'orientation sexuelle. Nos soldats de la paix se trouvent en première ligne dans les conflits ; nos mé-



diateurs amènent les belligérants à la table de paix ; nos travailleurs humanitaires bravent des situations dangereuses pour fournir une aide qui sauve des vies.

L'Organisation des Nations unies œuvre pour l'ensemble des 7 milliards de personnes qui constituent la famille humaine, et prend soin de la terre, notre seul et unique domicile. Et ce sont les fonctionnaires – talentueux et d'origines diverses – de l'Organisation des Nations unies qui contribuent à donner effet à la Charte.

Le soixante-dixième anniversaire offre l'occasion de saluer leur dévouement et d'honorer ceux, nombreux, parmi eux qui ont fait le sacrifice suprême dans l'exercice de leurs fonctions.

Le monde fait face à de nombreuses crises, et l'action internationale collective a malheureusement ses limites. Néanmoins, aucun pays ni organisme ne peut seul relever les défis d'aujourd'hui.

Les valeurs intemporelles de la Charte des Nations unies doivent continuer de nous guider. Notre objectif commun, c'est d'« unir nos forces » pour servir « les peuples ».

Pour célébrer cet anniversaire, des monuments et des bâtiments sont illuminés en bleu des Nations unies dans le monde entier. Au moment où nous faisons pleins feux sur cet anniversaire historique, réaffirmons notre engagement en faveur d'un avenir meilleur et radieux pour tous.»

La Rédaction

DÉFENSE

Les EFG, une coopération Franco-gabonaise à vocation régionale à travers un Pôle opérationnel de coopération

Les Forces françaises au Gabon (FFG) sont devenues les Eléments français au Gabon (EFG), avec un pôle opérationnel de coopération (POC) à vocation régionale.

Le Général Vincent Guionie, commandant des EFG a expliqué le rôle du POC : une force de présence, qui doit assurer la défense des intérêts français et la sécurité de ses ressortissants ; appuyer les déploiements opérationnels de la France dans la région ; contribuer à la coopération opérationnelle régionale. Les 450 militaires déployés aux EFG agissent envers les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Céac - Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République du Congo, Tchad, Sao Tomé et Principe, Rwanda), pour la stabilité régionale en accompagnant les États membres dans le renforcement de leur sécurité collective et en soutenant leurs engagements dans les missions de maintien

de la paix.

Les EFG assurent également une veille stratégique régionale et restent en mesure d'accueillir les troupes françaises, alliées ou africaines susceptibles de participer à une opération dans la zone. Des missions qui s'inscrivent dans le cadre de des accords bilatéraux.

Sur la concrétisation de cette coopération opérationnelle régionale sur le terrain, le Général Vincent Guionie a indiqué que l'essentiel de l'appui repose essentiellement sur des détachements d'instruction opérationnelle et technique conduits par des experts pouvant provenir des EFG ou d'autres unités. Les formations ont lieu soit à Libreville, soit dans les pays partenaires avec comme objectif le renforcement de la capacité opérationnelle de ces pays à exercer leur propre sécurité et à s'engager collectivement, par exemple dans le cadre d'une Force africaine en attente (FAA), pour lutter contre des menaces ciblées comme les

groupes armés terroristes.

Ces formations couvrent un spectre qui va du contrôle des frontières terrestres et maritimes à la préparation des échelons de commandement en passant par le renseignement, le soutien logistique, la mécanique automobile, les transmissions ou encore l'informatique. Ces actions de coopération sont réalisées selon une planification établie conjointement avec les pays partenaires.

D'après lui, le POC présente également une expertise « jungle » reconnu avec son Centre d'aguerrissement Outremer et étranger (Caome) situé à 20km de Libreville, ainsi qu'une spécialité aéroportée héritée des traditions du 6^e bataillon d'infanterie de marine. Le commandant des EFG a précisé que le Caome accueillait régulièrement des contingents français venus s'aguerrir au milieu désertique ou se perfectionner, ainsi que des stagiaires africains et étrangers.

Noël Ndong

FRANCOPHONIE

Jean-Jacques Bouya, Alain Mabanckou et Véronique Mankou interviendront au 2^e Forum économique

Sous l'égide de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et du Ministère français des Affaires étrangères et du développement international (Maedi), Paris va accueillir, le 27 octobre, le 2^e Forum économique de la Francophonie (FEF), intitulé « Appel à l'action »

La secrétaire générale de l'OIF, Michaëlle Jean fera le bilan du 1^{er} FEF qui s'est tenu en novembre 2014 à Dakar (Sénégal) ; puis elle présentera les initiatives lancées ou mises en œuvre, ainsi que le rôle que peuvent jouer l'OIF et ses acteurs partenaires dans la mise en œuvre de la stratégie économique de l'espace commun.

Le président français, François Hollande, expliquera pourquoi la Francophonie est un espace important, sur le plan économique et culturel ; puis il évoquera les différentes pistes pour optimiser cette dimension de l'organisation qui n'est pas suffisamment explorée ; enfin il exposera le rôle que la France devra jouer. Il reviendra au chef de la diplomatie française, Laurent Fabius et à la secrétaire générale de l'OIF Michaëlle Jean, l'honneur de clôturer le Forum.

Jean-Jacques Bouya, Alain Mabanckou et Véronique Mankou présents au 2^e FEF

Trois Congolais interviendront dans différentes tables rondes. Il s'agit de Jean-Jacques Bouya, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux Grands travaux, Alain Mabanckou et Véronique Mankou.

Jean-Jacques Bouya et d'autres intervenants, présenteront les régions et les grandes métropoles, comme moteurs de croissance, leurs capacités d'innovation, de productivité et les potentialités d'une efficacité énergétique, leur rôle dans le développement économique ainsi que dans le bien-être de leurs habitants. Ils pro-

poseront des pistes permettant de faire que les mégapoles soient inclusives, créatrices d'emplois. Ils mettront l'accent sur les voies d'une stratégie de développement durable, et le rôle que la Francophonie peut jouer dans le développement des grandes villes et régions francophones.

L'écrivain Alain Mabanckou sera en conversation autour de la promotion de la diversité culturelle, les faveurs du dialogue interculturel et la réduction des grandes inégalités entre les pays du Nord et du Sud, un défi que doit relever l'espace économique et social francophone. Véronique Mankou évoquera avec d'autres, l'entrepreneuriat des jeunes francophones. Ils diront ce que recherchent, en priorité, les jeunes chefs d'entreprise, au-delà de tout espace économique et culturel : un environnement favorable au développement des entreprises innovantes, du fait notamment des incitations fiscales et de l'accès au financement. La Francophonie devrait trouver des atouts majeurs à promouvoir auprès de ces jeunes, des bonnes pratiques, des solutions en partage.

« L'Appel à l'action » vise à bâtir une zone économique forte, en croissance et créatrice d'emplois

Les présidents Ali Bongo Ondimba du Gabon, Macky Sall du Sénégal, Hery Rajaonarimampianina de Madagascar, ainsi que le Premier belge Charles Michel, diront si les engagements des chefs d'Etat sont prêts pour intensifier leurs actions dans le cadre de la stratégie économique pour la Francophonie.

Les chefs d'entreprises, décideurs et dirigeants économiques, dont le rôle est essentiel pour faire de la francophonie une zone de forte croissance, expliqueront quel rôle ils peuvent jouer pour créer un véritable marché économique francophone, dans un cadre juridique et administratif complexe. Les plus visionnaires

partageront les opportunités, leurs perceptions du marché économique francophone, les freins à lever et les relais de croissance à embrayer.

Les économistes expliqueront de leur côté, si la Francophonie économique a un sens. Ils seront suivis par les jeunes entrepreneurs francophones qui expliqueront en quoi ils constituent une richesse, et en quoi les pays non francophones sont plus attractifs, les atouts que l'espace francophone peut faire valoir auprès de cette jeunesse en action, en s'installant dans des pays anglophones, en Chine aussi.

La Francophonie s'interrogera sur le système éducatif favorable à son économie, l'importance des formations en ligne ouvertes à tous (FLOTs), le défi de la formation à partir du numérique, l'innovation et la créativité. Concernant l'agriculture, les réflexions s'orienteront vers un meilleur soutien et accompagnement de l'agriculture familiale; l'amélioration de son système de fonctionnement grâce au financement et à la création d'entreprises locales ; à la formation et à la production de graines adaptées au climat local ; le rôle du secteur privé, des ONG et des gouvernements dans le secteur. L'information, sera évoquée, en tant vecteur économique ; les contenus audiovisuels numériques et le soutien des industries concernées.

Le rôle des pôles de compétence sera souligné pour attirer des investisseurs et partenaires francophones ; la stimulation et la collaboration du secteur public-secteur privé pour la mise en place d'un cadre de régulation motivant, nécessaire de pouvoir disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et de personnes compétentes. Il sera rappelé le rôle de la diaspora francophone pour attirer de l'investissement dans des pôles. Suivra le rôle que doit jouer la Francophonie, la veille dans la COP21.

Noël Ndong

9^e FORUM DES JEUNES DE L'UNESCO

Trois jeunes leaders brazzavillois en route vers la France

Fardorel Manangou, Amour Loubelo et Béranger Mayanga tous nominés au niveau de la mairie de Brazzaville sont portés par le député maire, Hugues Ngoulondélé dans ce projet devant les conduire à Paris (France), du 26 au 28 octobre prochain.



Les trois leaders

En prélude à cet événement, les trois leaders ont animé une conférence de presse, dont le message essentiel a tourné en grande partie autour du réchauffement climatique ; message qu'ils vont pouvoir défendre au cours de cette session. Un accent particulier a été également mis sur le patrimoine où beaucoup de sites archéologiques ont été détruits par les terroristes qui se réclamaient de Dieu notamment en Irak par exemple, au Mali et en Syrie. « Justement notre message c'est celui d'encourager l'Unesco dans son initiative de pouvoir parler aux autorités du monde », ont-ils indiqué.

Ils ont également parlé abondamment de la paix. Ceci, au regard de ce qui se passe dans notre pays. Les trois leaders ont rassuré les Congolais par ces mots : « Nous ne voulons plus des guerres tribales et fratricides dans le pays. Ce que nous voulons c'est une paix qui soit durable. Il ne faudrait pas qu'il y ait foire d'empoigne dans notre pays. Je crois que nous en connaissons les conséquences et nous ne souhaiterions plus les revivre. C'est le cas de dire à tous les fils et filles de ce pays de pouvoir prôner le dialogue tant à la majorité qu'à l'opposition ».

Il a aussi été question, au cours de l'entretien, des effets du réchauffement climatique sur l'Afrique, sachant qu'en cet instant il est en train de causer des dégâts désastreux, « C'est autant dire, ont-ils souligné de façon succincte, que la planète va mal ; il est donc nécessaire que nous jeunes puissions proposer nos pistes de solutions ».

Concernant les thèmes qu'ils ont eu à développer dans leur album sorti il y a de cela un an déjà, et qu'ils entendent évoquer pendant le déroulement du forum, ils ont expliqué : « Nous avons des titres qui évoquent effectivement l'écologie. Nous disons que l'écologie et la paix vont de pair, parce qu'une planète durable sous-entend nécessairement la paix ».

Signalons que cette aventure a commencé le 30 avril 2014, c'était au CCF, quand ils ont été découverts par le maire de la ville Hugues Ngoulondélé, à l'occasion de la journée internationale du jazz. A leur actif, un album sur le marché dont le titre intitulé « paix » est sorti le 30 avril 2015, donc, une année après.

Guillaume Ondzé

RÉFLEXION

Au-delà des apparences ...

Bien que l'on n'en connaisse pas encore les résultats, le vote qui s'est déroulé hier au Congo appelle de la part des observateurs que nous sommes les remarques suivantes.

1) Pour qui se donne la peine de comparer la Constitution de 2002 et la Constitution de 2015, il est clair que la seconde instaure un régime nettement plus démocratique que la première. En équilibrant les pouvoirs exécutif et législatif, en réduisant à cinq ans la durée du mandat présidentiel, en renforçant le rôle des femmes dans les institutions de la République, en faisant une place aux rouages traditionnels dans la gouvernance publique, en conférant un statut officiel à l'opposition, le texte proposé aux électeurs permettra, s'il est adopté, d'améliorer sensiblement la conduite des affaires publiques. Réduire, comme l'ont fait certains, l'enjeu de ce référendum aux seules questions du nombre et de la durée des mandats présidentiels était donc une erreur.

2) Même si, durant la dernière semaine de la campagne, des incidents isolés se sont produits à Brazzaville et

à Pointe-Noire, le processus conduisant au référendum s'est déroulé de façon générale dans le calme. Le vote lui-même n'a pas été perturbé comme le prédisaient ceux qui refusaient au peuple congolais le droit de choisir librement ses institutions. La sagesse collective l'a donc emporté sur l'inclination naturelle à la violence et, surtout, au déni de démocratie qui inspire cette frange de la classe politique congolaise dont l'objectif avoué est d'obliger Denis Sassou N'Guesso à se retirer.

3) Que le projet de Constitution soit adopté ou non, le débat qui s'est déroulé au Congo ces trois derniers mois a fait apparaître un clivage profond entre ceux qui jouent la carte de la démocratie en proposant au peuple de se prononcer sur ses institutions et ceux qui rejettent ce mécanisme. Lorsque la passion sera retombée, il y a fort à parier que les « radicaux » se trouveront marginalisés par leur échec dans leur propre camp au point de ne plus pouvoir briguer dans l'avenir la moindre fonction élective. Il en résultera une redistribution des cartes qui profitera à ceux qui, partisans ou

adversaires de la réforme, ont joué le jeu de la démocratie sans chercher à en fausser les règles.

4) Cette lame de fond sera d'autant plus puissante que les tenants de l'opposition radicale ont commis l'erreur d'aller chercher à l'extérieur, en France notamment, les appuis que leur refusait la majorité des citoyens congolais. En se faisant soutenir de façon ostensible par les médias publics de l'Hexagone, en persuadant par on ne sait quel artifice les socialistes et l'extrême droite française de les soutenir, en amenant le président François Hollande à se contredire lui-même publiquement, en mobilisant autour d'eux des organisations non gouvernementales peu crédibles, les opposants au référendum ont joué la pire des cartes politiques. Ils ont donné l'impression d'être d'accord pour la mise sous tutelle des gouvernements africains.

5) Ajoutons à ce propos, et pour faire bonne mesure, qu'en ne respectant pas le devoir de réserve qui s'imposait dans une telle circonstance, les puissances occidentales ont commis elles aussi une grave erreur. Alors

que la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil s'abstenaient de porter le moindre jugement sur la réforme constitutionnelle en cours au Congo, l'Europe et les Etats-Unis ont donné, à tort ou à raison, l'impression que leurs gouvernements soutenaient les « radicaux » contre les modérés de la majorité et de l'opposition. Ils ont du même coup réveillé des souvenirs de l'époque coloniale qui n'amélioreront certainement pas leur position dans cette partie de l'Afrique.

Au-delà de l'adoption ou du rejet de la nouvelle Constitution que Denis Sassou N'Guesso proposait hier à ses concitoyens se dessinent, par conséquent, des ajustements internes et externes qui auront des conséquences majeures pour le Congo et pour ses partenaires. Mieux vaut donc ne pas s'en tenir aux apparences et tirer les conclusions qui s'imposent de l'événement que nous venons de vivre.

Nous ne manquerons pas de le faire lorsque le dépouillement des bulletins de vote aura rendu son verdict définitif.

Jean-Paul Pigasse